

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle risques accidentels  
40 rue de la Préfecture  
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 13 octobre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AXEREAL UNION DES COOPERATIVES AGRICOLES**

« La Roche »  
58150 Tracy-sur-Loire

Références : 230547  
Code AIOT : 0025100038

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/09/2023 dans l'établissement AXEREAL UNION DES COOPERATIVES AGRICOLES, implanté au lieu-dit « La Roche » - 58150 Tracy-sur-Loire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AXEREAL UNION DES COOPERATIVES AGRICOLES
- « La Roche » - 58150 Tracy-sur-Loire
- Code AIOT : 0025100038
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site AXEREAL de Tracy-sur-Loire a une capacité de stockage de 38 200 m<sup>3</sup>. Il est exploité par 3 personnes.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action Silo

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Qualification d'équipement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Équipements à l'origine de départ de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 18/12/2013, article 2	/	Sans objet
2	Culture de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Sans objet
3	Conditions de fonctionnement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
4	Maintenance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
6	Entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas justifié que les transporteurs à bande étaient équipés de bandes non propagatrices de flamme. De plus, l'entretien des transporteurs fait apparaître 3 non-conformités, qu'il conviendra de lever à court terme. Une mise en demeure est prise.

De plus, l'exploitant devra fournir à l'inspection un rapport annuel justifiant de la conformité aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie , constitué :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel

utilisé aux dispositions du présent arrêté.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/12/2013, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>AUTORISATION</b> => Capacité de stockage 38 200 m <sup>3</sup> - 2160-2a / Silos et installations de stockage de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables dont le volume de stockage est supérieur à 15 000 m <sup>3</sup> : 1- Silos à céréales de 38 200 m <sup>3</sup> ; 2- Silo comble : 1 cellule de 1 500 m <sup>3</sup> (C1), 3 cellules de 3 467 m <sup>3</sup> (C2 à C4), 1 cellule de 4 700 m <sup>3</sup> (C5) et 6 cellules de 250 m <sup>3</sup> (C6 à C11) ; 3- Silo vertical métallique : 3 cellules de 6 667 m <sup>3</sup> .  <b>DÉCLARATION (AVEC CONTRÔLE PÉRIODIQUE)</b> - 1412-2b / Stockage de gaz inflammables liquéfiés. La quantité totale susceptible d'être présente étant supérieure à 6 t mais inférieure à 50 t / Stockage de 39 t de butane alimentant le séchoir - 2910-A2 / Installations de combustion consommant exclusivement, seuils ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse. La puissance thermique maximale étant supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW / Séchoir fonctionnant au butane, d'une puissance thermique de 4,65 MW - 4718-2 / Gaz inflammables et liquéfiés de catégories 1 et 2 / 39 t DC (télédéclaration 12/07/2016)
<b>Constats :</b> Le site AXEREAL de Tracy-sur-Loire est classé à : <b>AUTORISATION</b> => Capacité de stockage 38 200 m <sup>3</sup> - 2160-2a / Silos et installations de stockage de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables dont le volume de stockage est supérieur à 15 000 m <sup>3</sup> : 1- Silos à céréales de 38 200 m <sup>3</sup> ; 2- Silo comble : 1 cellule de 1 500 m <sup>3</sup> (C1), 3 cellules de 3 467 m <sup>3</sup> (C2 à C4), 1 cellule de 4 700 m <sup>3</sup> (C5) et 6 cellules de 250 m <sup>3</sup> (C6 à C11) ; 3- Silo vertical métallique : 3 cellules de 6 667 m <sup>3</sup> .  <b>DÉCLARATION (AVEC CONTRÔLE PÉRIODIQUE)</b> - 1412-2b / Stockage de gaz inflammables liquéfiés. La quantité totale susceptible d'être présente étant supérieure à 6 t mais inférieure à 50 t / Stockage de 39 t de butane alimentant le séchoir - 2910-A2 / Installations de combustion consommant exclusivement, seuils ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse. La puissance thermique maximale étant supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW / Séchoir fonctionnant au butane, d'une puissance thermique de 4,65 MW - 4718-2 / Gaz inflammables et liquéfiés de catégories 1 et 2 / 39 t DC (télédéclaration 12/07/2016)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Culture de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Culture de sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.</p> <p>Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation est exploitée sous la surveillance du responsable de site de Tracy-sur-Loire. Une fiche personnelle de formation et de certifications professionnelles pour chaque agent a été adressée à l'inspection. L'ensemble du personnel (3 agents) a suivi les formations spécifiques aux risques liés à l'activité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- risques silos engrais phytos (Responsable de site le 11/01/2022, Responsable de site adjoint le 01/02/2023, et l'agent d'exploitation le 21/08/2023) ;</li> <li>- ADR le 16/06/23 ;</li> <li>- locotracteur P1 P2 P3 accrocheur chef manœuvre conducteur le 16/03/2021 ;</li> <li>- incendie évacuation et manipulation des extincteurs le 25/03/2021 ;</li> <li>- harnais de sécurité 5 points le 23/04/2021 ;</li> <li>- habilitation électrique non électricien le 14/12/2020 ;</li> <li>- autorisation de conduite télescopique le 06/06/2018 ;</li> <li>- performance énergétique des séchoirs le 13/09/2022.</li> </ul> <p>Le responsable du site rend compte de son activité au manager N+1.</p> <p>Un plan de formation de l'année « n » est défini à l'année « n-1 » par thématique, et notamment un thème sécurité. Ce plan est présenté en Comité Social et Économique (CSE) pour validation. Les besoins en formation (outre les formations réglementaires et recyclage) sont définies lors des entretiens annuels d'évaluation (de mi-juin à fin octobre). Ils sont gérés par un logiciel informatique EXPÉRIENCE. Ce plan a été transmis par l'exploitant.</p> <p>Chaque nouvel arrivant fait l'objet d'un accueil sécurité indiquant les aspects sécurité spécifiques du site (check-list).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Conditions de fonctionnement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Consignes d'exploitation après intervention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.</p>
<b>Constats :</b>

Des consignes de sécurité et d'exploitation sont établies. L'exploitant a transmis au préalable de la visite la consigne de « nettoyage des silos », surveillance des silos » et « élaboration d'un permis de feu ».

Ces consignes prévoient quand, où, et comment réaliser le nettoyage. Chaque opération est enregistrée dans un carnet d'entretien préventif. Elles prévoient également que lors de la remise en service d'une installation, tous les composants concernés, en particulier les organes de sécurité doivent être vérifiés systématiquement.

Le non-fonctionnement d'organes de sécurité ainsi que toute anomalie constatée doit immédiatement faire l'objet d'une demande d'intervention auprès de la direction technique, par le logiciel CARL SOURCE.

L'installation défectueuse doit impérativement être arrêtée et mise en sécurité pour éviter une dégradation ou un incident plus important. La remise en service d'une installation après incident, ne peut être réalisée qu'après en avoir déterminé la cause et y remédier. Lors de la remise en service d'une installation, tous les composants concernés, en particulier les organes de sécurité, sont vérifiés.

La consigne d'élaboration d'un permis de feu indique la liste des situations pour la préparation des chantiers et des zones où sont réalisés les travaux par point chaud. Il est également prévu que lors de la fin des travaux, une vérification de l'espace environnant la zone de travail par point chaud sera réalisée au moins 2H00 après la fin des travaux.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 4 : Maintenance

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4

**Thème(s) :** Actions nationales 2023, Travaux par point chaud et permis feu

**Prescription contrôlée :**

La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.

**Constats :**

Une consigne de rédaction d'un permis de feu a été présentée par l'exploitant. Celle-ci indique que la préparation des travaux d'entretien, la sécurité des intervenants et des installations sont sous la responsabilité du responsable du site ou de son représentant désigné.

Le responsable du site, le responsable d'exploitation des installations ou son représentant désigné, accorde l'autorisation d'effectuer les travaux par point chaud (soudures, meulage, etc), après avoir procédé à l'examen des lieux, en présence de l'entreprise extérieure. Les mesures de prévention et protection nécessaires font l'objet d'une vérification par les différentes parties avant intervention. À l'issue de cette visite, le formulaire de permis de feu est renseigné.

Chaque situation doit être particulièrement étudiée. Il est précisé de vérifier en particulier de chaque côté du lieu de travail espace, sol, appareil de manutention, zones ATEX, produits inflammables, planchers, orifices des murs).

Le permis de feu est délivré par zone d'intervention. Il peut être délivré pour une durée maximum

<p>de 6 jours consécutifs. À l'issue de l'intervention, ou chaque jour à la fin des travaux une vérification sera effectuée. Cette consigne indique les précautions nécessaires ainsi que la surveillance à la fin du chantier :</p> <p>Lors de l'achèvement du chantier, une surveillance de la zone de travail est réalisée. Une ronde est réalisée au moins 2h après les travaux par point chaud.</p> <p>Si un problème venait à survenir, les travaux sont immédiatement arrêtés. Une déclaration d'incident est réalisée et le prestataire en est immédiatement averti. La vérification de l'établissement d'un permis de feu est vérifiée ainsi que le respect de la procédure.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Équipements à l'origine de départ de feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Vérification des installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...] L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</li> <li>- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.</li> </ul> <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les installations électriques sont contrôlées annuellement. L'exploitant a présenté le certificat de vérification électrique Q18 du 12/09/2022 par la société DEKRA, ainsi que le rapport de levée des observations par la société INEO CENTRE SERVICES du 05/10/2022.</p> <p>Il a été constaté lors de l'inspection du 06/09/2023, la présence de poussière déposée ou de substances de nature à provoquer un danger dans les armoires électriques, point déjà signalé lors de la précédente visite du 07/04/2021.</p> <p>Il a été constaté la levée des observations. Une personne dédiée récupère les rapports de vérifications et suit un plan d'action, traité par priorité, et organise les travaux, soit par la maintenance interne, soit par un prestataire extérieur.</p> <p>La prochaine vérification électrique est prévue la semaine du 11 au 15/09/2023.</p> <p>Le programme d'actions de conformité électrique a été transmis par l'exploitant.</p> <p>Toutefois, l'exploitant devra fournir à l'inspection un rapport annuel justifiant de la conformité aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie ,</p>

constitué : - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suite
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 6 : Entretien de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Système de dépoussiérage
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]
<b>Constats :</b> L'installation est équipée de 3 cyclones. Un système d'aspiration des poussières est mis en place sur chaque installation. Un nettoyage régulier est réalisé.  Chaque élément dispose d'une aspiration (élévateur, transporteur, tapis). Une demande d'intervention est réalisée si un dysfonctionnement est constaté.  Des capteurs à ailettes permettant de mesurer la différence de pression, assurent la détection immédiate d'un incident. L'installation est alors arrêtée pour remédier au bourrage.  Des capteurs de température des roulements des tapis sont également mis en place, permettant de vérifier si ces équipements surchauffent.  Un message d'erreur apparaît sur la supervision si un dysfonctionnement a lieu. Le responsable du site gère l'intervention dans les plus brefs délais, d'après les déclarations de l'exploitant.  Les déchets de céréales et les poussières sont évacués dans une benne à déchets (environ 100 tonnes par an).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 7 : Qualification d'équipement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Transporteurs à bande
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non-propagatrices de la flamme.
<b>Constats :</b> L'installation est équipée de transporteurs à bandes. L'exploitant n'a pas pu justifier que ceux-ci



étaient équipés de bandes non-propagatrices de flamme.

Aucun justificatif n'a été présenté ni adressé à l'inspection indiquant que les transporteurs à bande sont équipés de bandes non-propagatrices de flamme.

Les éléments des différents organes du transporteur à bande ont fait l'objet d'une maintenance préventive par l'entreprise CAP Maintenance le 03/04/2023. 3 non-conformités ont été relevées.

Toutes les non-conformités sont gérées par le logiciel CARL SOURCE et gérées par le responsable maintenance.

De plus, l'entretien des transporteurs fait apparaître 3 non-conformités, qu'il conviendra de lever à court terme.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois